

La guerre inter-impérialiste qui ravage l'Ukraine s'intensifie

Sur le plan militaire, le niveau d'engagement des forces russes et ukrainiennes, de soldats morts au combat et plus encore de civils ukrainiens victimes des bombardements et de destructions de bâtiments et d'infrastructures ne cesse de croître. Le chiffre des morts sont toujours « évalués », car ils font partie de l'intense désinformation qui accompagne cette guerre, pourtant scrutée par tous les moyens de surveillance et des renseignements mis en œuvre sur terre, mer et dans les airs. Les matériels récents y sont testés « grandeur nature », en situation de guerre, par tous les Etats qui livrent des armes, allant des plus rustiques au plus sophistiquées. Comme le dit cyniquement un responsable militaire ukrainien – mais il pourrait être aussi bien étasunien, français, russe... : « Rien ne remplace une vraie guerre pour évaluer une arme. L'Ukraine est devenue un polygone de tests pour de nombreux types d'armes, nouveaux comme anciens ». Des armes de plus en plus destructrices, spécialisées dans la destruction de matériels et surtout d'hommes, militaires et civils, avec

par exemple l'emploi d'obus, de mines dispersantes de fabrication allemande qui « sont équipées d'un système d'autodestruction, ce qui fait qu'elles n'enfreignent pas la convention d'Oslo interdisant l'usage d'armes à sous-munitions » ! Ou celles, de fabrication étasunienne, qui dispersent 180 000 billes de tungstène, sur un rayon de plusieurs centaines de mètres, qui tuent les soldats, y compris ceux qui sont dans des tranchées.

Nous n'allons pas faire de « comparatif » entre les armes utilisées par les deux camps, mais c'est un fait que si les exactions des soldats russes et les missiles lancés contre les villes ukrainiennes sont abondamment documentés par les médias occidentaux, il n'est jamais question des armes de destruction fournies par les alliés occidentaux de Kiev. La diabolisation de « l'agresseur russe » fait partie de la guerre que mènent les puissances impérialistes occidentales, contre l'impérialisme russe, pour essayer de la présenter comme celle du « bien contre le mal absolu », instrumentaliser les peurs et les émotions et s'engager dans ce qu'appelle Borrel (le responsable de

la politique internationale de l'UE) « la bataille des narratifs » pour « éveiller les consciences » des populations d'Europe sur la menace russe. Il faut dire que les discours exaltés et agressifs de Poutine qui ne cesse de menacer l'Occident, accusé de vouloir détruire la Russie, alimente cette offensive idéologique.

Fin septembre, les sabotages des gazoducs Nordstream, rendus inexploitable pour longtemps, sabotages attribués à la Russie par les gouvernements des pays du Nord de l'Europe, qui n'ont apporté aucune preuve, ont été suivis de tirs massifs de missiles russes contre les grandes villes d'Ukraine. Le dynamitage, le 8 octobre, du pont de Kerch, qui relie la Russie à la Crimée, saluée par les autorités de Kiev comme une grande victoire, a été suivi d'une nouvelle phase de tirs de missiles russes. Autrement dit, c'est le cycle de l'escalade qui est enclenché. Dans la foulée, l'Iran a été accusé de fournir des drones et des missiles à la Russie, ce qui a entraîné des sanctions immédiates de l'UE. La France renforce sa présence militaire, avec des Rafale,

des chars Leclerc et des soldats, en Roumanie, Estonie et Lituanie.

Bref, la tension monte, entre l'Otan, dirigée pas les USA, l'UE, qui s'implique toujours davantage aux côtés de l'Otan, contre la Russie et qui a lancé un huitième paquet de sanctions contre elle, malgré l'abstention du gouvernement de la Belgique qui a alerté sur les graves conséquences de ces sanctions sur l'économie du pays. Dans ce contexte, des prises de position commencent à émerger pour poser la question de la nécessité d'aboutir à un arrêt de cette guerre, à des négociations qui supposent des compromis de part et d'autre. Nous avons aussi les positions prises par les partis marxistes-léninistes de la Conférence Internationale CIPOML, notamment celle qui vient d'être mise sur notre site et que nous avons signée. C'est à partir de là qu'il faut travailler à convaincre les masses ouvrières et populaires de la nécessité de se mobiliser sur l'objectif de l'arrêt de la guerre, de l'arrêt des livraisons d'armes et de la dénonciation des va-t-en-guerre et des profiteurs de guerre. ★

Sur les enjeux de la guerre

Il apparaît de plus en plus évident que l'actuelle guerre en Ukraine, avec l'implication militaire massive de l'impérialisme US, de l'Otan, de l'UE et de la majorité de ses Etats membres, va provoquer de profonds changements, aussi bien en Europe que dans le reste du monde. L'envolée des prix du gaz, du pétrole, des transports, les perturbations et les arrêts des routes commerciales et les pénuries de produits qu'ils provoquent, les investissements colossaux annoncés dans les secteurs liés de près ou de loin à la production d'armements... sans parler des sanctions de tous types qui sont devenues une arme de guerre dans la guerre, en sont les conséquences les plus visibles et immédiates.

Toutes les grandes puissances impérialistes (les USA, la Russie, la Chine, l'Allemagne, la France... et l'UE en tant que construction impérialiste), plusieurs puissances régionales (notamment la Turquie), sont parties prenantes de cette guerre inter-impérialiste qui modifie les rapports de force entre elles. Ils sont loin d'être stabilisés, mais il est possible de dégager quelques tendances.

L'impérialisme US veut affaiblir le plus possible l'impérialisme russe, notamment ses capacités militaires

et les liens qu'il a tissés avec les Etats d'Europe, à travers les livraisons de gaz et de pétrole. Il fait aussi une démonstration de force, de capacités militaires, pour faire notamment oublier ses revers en Afghanistan, en Irak, en Syrie.

Les difficultés que l'armée russe rencontre en Ukraine, où son objectif premier – du moins celui qui était donné à « l'opération spéciale » – était de renverser le régime ukrainien, jettent une lumière crue sur l'état des forces armées russes, même si elles ne sont pas engagées en totalité, loin de là. Mais c'est un signal négatif donné aux dirigeants de pays alliés de la Russie, comme la Serbie. Les dirigeants de ce pays commencent à réfléchir aux compromis à faire vis-à-vis de l'UE dont la Commission met dans la balance l'octroi du statut d'Etat candidat à l'adhésion avec une rupture des relations avec la Russie.

La guerre en Ukraine a aussi permis à l'impérialisme US de renforcer son poids militaire et politique en Europe, avec la montée en puissance de l'Otan, qui s'approprie à accueillir la Finlande, la Suède, qui est plébiscitée par les dirigeants des Etats de l'Europe centrale, et qui a mis un sérieux coup d'arrêt aux ambitions d'une défense

européenne autonome. L'impérialisme US vend des armes, vend du gaz naturel liquéfié (GNL), et a réussi à entraîner les gouvernements de l'UE dans une politique de sanctions économiques contre la Russie, qui se retournent contre ces mêmes Etats, comme on le voit notamment pour l'Allemagne, qui « paie » très cher l'arrêt des livraisons de gaz russe et l'arrêt des exportations vers la Russie. L'impérialisme US renforce les liens avec plusieurs gouvernements des pays de l'Est européen (notamment la Pologne), sans parler du contrôle de l'Ukraine dont le gouvernement ne peut rien lui refuser. Un exemple : c'est Westinghouse qui doit prendre le contrôle du secteur nucléaire ukrainien.

A cela il faut ajouter la question stratégique de la confrontation de l'impérialisme US avec l'impérialisme chinois. Affaiblir la Russie, c'est aussi affaiblir un allié de la Chine. Ce n'est pas un hasard si la tension avec la Chine sur la question de Taïwan est réactivée. Il en est de même avec l'Iran, accusé de fournir des armes à la Russie. Les considérations de Biden et Cie, sur les « droits de l'homme » qui ne sont pas respectés par le régime réactionnaire des mollahs, sont un écran de fumée cynique, qui

masque la volonté d'empêcher l'Iran d'apporter un soutien à la Russie. C'est, en quelque sorte, une nouvelle version de « l'axe du mal » que les dirigeants étasuniens mettent en avant, qui cette fois est constitué d'Etats.

Le régime d'Erdogan tire parti de la guerre pour renforcer son poids dans la région. Membre de l'Otan, il refuse d'appliquer les sanctions contre la Russie, avec laquelle il développe ses relations économiques. Se présentant comme un « intermédiaire », entre l'Ukraine à qui il fournit des armes et la Russie, il espère que Poutine mettra en œuvre ses promesses d'installer des gazoducs sous-marins (dans la mer Noire) pour envoyer du gaz en Turquie, qui est déjà ravitaillée par le Turkstream. Il espère qu'il pourra vendre le surplus de gaz « à tous ceux qui le demanderont », y compris à des Etats européens qui sanctionnent la Russie.

Il est clair que les peuples de cette vaste région, d'Europe du Nord jusqu'à la Méditerranée et au-delà, paient cette guerre, et qu'ils ont tout intérêt à la faire cesser au plus vite. ★